

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Le droit à une alimentation suffisante est un droit de l'homme universel qui est réalisé lorsque chacun a accès à tout instant, physiquement et économiquement, à une alimentation adéquate, ou aux moyens de se la procurer, sans aucun type de discrimination.
- Malgré les progrès réalisés dans la réduction de la faim chronique, la malnutrition touche encore 842 millions de personnes dans le monde. Garantir un accès juste aux ressources, à l'emploi rural et aux revenus sont des éléments clés pour venir à bout de la faim et de l'insécurité alimentaire.
- Pour garantir la sécurité alimentaire, il importe de prendre des mesures à dimensions multiples, notamment l'amélioration de la gouvernance des systèmes alimentaires, un investissement inclusif dans l'agriculture et les zones rurales, dans les secteurs de la santé et de l'éducation, l'autonomisation des petits producteurs et le renforcement des mécanismes de protection sociale pour atténuer les risques.
- Nous pouvons mettre un terme à la faim et à l'insécurité alimentaire en une génération. Pour ce faire, des efforts plus concertés sont néanmoins nécessaires. Toutes les promesses envers l'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire doivent être traduites dans la mise en œuvre des politiques et des programmes, et la mobilisation des ressources financières suffisantes.
- La sécurité alimentaire étant définie et comprise selon ses quatre dimensions – disponibilité, accès, stabilité et utilisation – elle s'explique et se mesure mieux par un « ensemble d'indicateurs ».

Sécurité alimentaire et droit à l'alimentation

Aperçu

Le monde a la capacité de produire assez d'aliments pour nourrir tout le monde en suffisance. Pourtant, malgré les progrès réalisés au cours des deux dernières décennies, au moins 842 millions de personnes dans le monde, soit un être humain sur huit, souffrent encore de la faim sur une base quotidienne. Malgré une diminution de 17 pour cent depuis 1990-1992, ce nombre encore élevé reste inacceptable.

Au-delà de leur dimension éthique, la faim et l'insécurité alimentaire prennent un énorme tribut sur l'économie et ont des conséquences néfastes pour les moyens de subsistance et les capacités économiques des populations vulnérables. Les coûts pour la société sont énormes en ce qui concerne la perte de productivité, la santé, le bien-être, la baisse de la capacité d'apprentissage et la réduction de la réalisation du potentiel humain.

«La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active» (définition convenue lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996) .

Semblable à l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire continue d'être principalement concentrée dans les zones rurales et affecte de manière disproportionnée les communautés rurales, en particulier les agriculteurs pauvres, les travailleurs agricoles et les éleveurs.

Il existe de fortes interdépendances entre la sécurité alimentaire et de nombreux autres aspects d'un programme de développement durable qui aborde des questions liées à la croissance économique inclusive, la dynamique démographique, l'emploi décent, la protection sociale, l'accès à l'eau potable, l'énergie, la santé, l'assainissement, la gestion des ressources naturelles et la protection des écosystèmes. De plus, l'autonomisation des femmes et la lutte contre les inégalités - notamment entre les sexes et entre les zones rurales et urbaines - sont des aspects tout aussi importants pour lutter contre la faim et garantir la sécurité alimentaire, que pour le développement durable universel.

Aujourd'hui, des millions de personnes restent privés de leur droit à une alimentation adéquate. La réalisation de ce droit sera seulement possible « lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer ». Consacré dans le droit international, la nature juridique contraignante du droit à une alimentation adéquate va au-delà d'une obligation morale. Pour aider les Etats, les [Lignes directrices volontaires visant à soutenir la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale](#) fournissent un ensemble de recommandations pratiques pour la formulation et la mise en œuvre de politiques ainsi qu'un instrument supplémentaire pour lutter contre la faim et la pauvreté.

Principaux enjeux

Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, la communauté internationale doit relever des défis importants pour répondre aux besoins des millions de personnes souffrant actuellement de la faim et ceux d'une population mondiale en croissance rapide. Les récents progrès concernant la réduction de l'insécurité alimentaire ont été mitigés selon les continents et les pays.

Le large environnement qui englobe les systèmes alimentaires, et leurs éléments de production et de consommation, a considérablement évolué ces dernières années. De nouvelles formes d'investissement affluent dans les systèmes agricoles et alimentaires et de nouveaux modes de gouvernance du système alimentaire émergent. L'environnement de la production alimentaire et agricole est de plus en plus difficile - en particulier pour les petits exploitants - en raison de la dégradation des ressources naturelles, plus fréquentes et les phénomènes climatiques extrêmes, la mondialisation, l'urbanisation et la concentration du marché, pour ne citer que quelques exemples.

La hausse et la volatilité des prix alimentaires ont ralenti ou même inversé les progrès en matière de réduction de l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays, en soulignant la fragilité du système alimentaire mondial. Les prix des aliments sont susceptibles de rester relativement élevés et la volatilité des prix est appelée à devenir plus fréquente à l'avenir.

Que faut-il faire?

Bien que les défis actuels et futurs diffèrent de ceux du passé, les réponses aux nouveaux défis peuvent s'appuyer sur les leçons apprises. D'après l'expérience, il y a un besoin urgent d'un programme universel, de stratégies propres à chaque pays, et d'approches centrées sur les personnes.

Compte tenu du défi complexe d'éradiquer la faim et l'insécurité alimentaire, les progrès dépendront des systèmes de gouvernance efficaces et de la participation de nombreux intervenants de tous les secteurs, avec comme principes clés une participation accrue, la transparence, l'équité et la responsabilité.

- **Des engagements politiques explicites** doivent être pris et des ressources suffisantes allouées de manière efficace opportune pour l'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire. Ils devraient être soutenus par une base de preuves solides grâce à la production et l'accès aux données et informations, et une compréhension commune des causes sous-jacentes. Des actions coordonnées devraient être encouragées par des approches pluridisciplinaires et des partenariats, tout cela soutenu par les normes et les accords internationaux, le dialogue politique, les mécanismes de gouvernance mondiale, le plaidoyer et la communication;
- **Des mécanismes de gouvernance appropriés** doivent être mis en place aux niveaux régional et national. Au niveau mondial, le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale fournit une plate-forme unique pour la gouvernance de la sécurité alimentaire. Au niveau régional, national et sous-national, les différentes politiques et programmes sectoriels doivent être conçus et coordonnés de manière à assurer la pertinence et l'action réfléchie vers l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Les bonnes pratiques qui conduisent à une plus grande incidence, notamment par des approches fondées sur les droits humains et les politiques, les programmes et les investissements sensibles au genre, doivent être promues;
- **Les mécanismes de responsabilisation et les capacités de contrôle** doivent être renforcés dans toutes les phases de l'ensemble du secteur et des politiques, programmes et investissements intersectoriels, afin d'assurer le plus grand impact possible. Les mécanismes d'échange de connaissances ainsi que les efforts de développement des capacités institutionnelles et individuelles doivent être pris en charge.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

**LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015**

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Une bonne nutrition est une condition préalable à une vie saine et productive; la malnutrition sous toutes ses formes impose des coûts élevés de développement économique, social et humain aux individus, aux ménages, aux communautés et aux pays.
- L'amélioration de la nutrition exige des politiques multisectorielles et des stratégies soutenues par une coordination efficace et des mécanismes de responsabilisation, ainsi qu'une capacité de transformer les cibles liées à la nutrition en actions et impacts.
- Le secteur alimentaire et agricole joue un rôle primordial pour améliorer l'alimentation des personnes en garantissant une plus grande disponibilité, accessibilité et consommation d'aliments variés, nutritifs, sains et conformes aux recommandations diététiques et à la viabilité environnementale.
- La contribution des systèmes alimentaires et agricoles peut être renforcée en établissant des objectifs explicites de nutrition, en améliorant l'équité et le ciblage, en tenant compte de la problématique homme-femme et de la viabilité environnementale.

Nutrition

Aperçu

La malnutrition sous toutes ses formes – la sous-nutrition, les carences en micronutriments, l'obésité et les maladies non-transmissibles liées à l'alimentation – impose des coûts économiques et sociaux trop élevés aux pays. C'est l'un des obstacles majeurs pour le développement humain et national. La malnutrition affecte négativement la croissance physique ainsi que le développement cognitif des enfants non encore nés et les jeunes, ce qui compromet les capacités et les capacités des individus et des communautés.

Selon les estimations les plus récentes de la FAO, au moins 12 pour cent de la population mondiale, soit 842 millions de personnes, vont se coucher en ayant faim ou souffrent de sous-alimentation en termes d'apport énergétique; une personne sur huit ne reçoit pas assez de nourriture pour maintenir une vie active.

Ces chiffres ne représentent qu'une partie de la charge mondiale de la malnutrition. On estime que 26 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard (trop petits pour leur âge) en raison d'une sous-alimentation chronique. Deux milliards de personnes souffrent d'une ou plusieurs carences en micronutriments ou de la «faim cachée». Dans le même temps, 1,4 milliard de personnes sont en surpoids, dont 500 millions sont obèses.

Les coûts économiques et sociaux de la malnutrition envers l'économie mondiale sont très élevés. La perte de productivité et les dépenses de soins de santé directs peuvent représenter autant que cinq pour cent du produit intérieur brut (PIB), équivalent à 3 500 milliards USD par an.

Principaux enjeux

Les causes directes de la dénutrition sont complexes et multidimensionnelles. Elles incluent la disponibilité et l'accès insuffisants à une alimentation saine, diversifiée et nutritive ; le manque d'accès à l'eau potable, le manque d'hygiène et les soins de santé inadéquats ; et les pratiques inadéquates d'alimentation des enfants.

Les tendances dans les économies et les sociétés modifient la manière dont les gens produisent, transforment, se procurent et consomment les aliments. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire sont en train de changer de bien des façons. Les changements dans les activités et les habitudes alimentaires, en particulier dans les pays en développement, ont contribué à la «transition nutritionnelle» dans laquelle les pays sont à la fois confrontés à la hausse des niveaux d'obésité liés à la consommation excessive, tout en continuant à traiter les problèmes de malnutrition (la sous-alimentation énergétique alimentaire et les carences en micronutriments).

Il n'est pas rare de voir la dénutrition coexister avec l'obésité dans le même pays, au niveau du ménage ou de l'individu ; cette situation se réfère aux multiples charges de la malnutrition et indique clairement l'échec en ce qui concerne l'acquisition de bons aliments pour ceux qui en ont besoin et quand ils en ont besoin.

Les questions de qualité et de sécurité alimentaire constituent un autre grand défi pour une alimentation saine. Pour de nombreux pays en développement, les systèmes nationaux de contrôle des denrées alimentaires ne sont pas adéquats - l'infrastructure est faible, les lois et réglementations alimentaires ne sont pas à jour, et la capacité institutionnelle pour appliquer les règles est insuffisante.

Que faut-il faire?

Ces causes multidimensionnelles nécessitent des actions intégrées dans tous les secteurs pour relever le défi de la malnutrition. Une meilleure cohérence politique et des politiques, l'alignement, la coordination et la coopération entre l'alimentation, l'agriculture, la santé et d'autres secteurs sont nécessaires pour améliorer l'alimentation mondiale. Des exemples réussis de politiques intégrées portant sur la nutrition sont disponibles et peuvent inspirer de nouveaux progrès.

L'éradication de la malnutrition et ses coûts sociaux et économiques associés doivent commencer avec les systèmes agricoles et alimentaires. Le rôle de l'agriculture dans la production alimentaire, la création de revenus et le soutien des moyens de subsistance est fondamental, et son rôle direct dans l'amélioration de la nutrition mérite une plus grande attention en matière de politiques. La durabilité est au centre du programme de nutrition,

car nous devons assurer la sécurité alimentaire et une bonne nutrition pour tous, aujourd'hui et demain. Pour être efficace dans l'amélioration de la nutrition, les programmes et les politiques alimentaires et agricoles doivent intégrer les objectifs et les indicateurs de nutrition, renforcer la coordination avec d'autres secteurs, être sensibles aux rôles du genre, en particulier ceux des femmes en matière de nutrition des ménages et santé des enfants.

Pour assurer la sécurité alimentaire et la qualité, les normes internationales doivent être promues. Les pays devraient renforcer les moyens nécessaires pour assurer un approvisionnement adéquat en nourriture saine et de bonne qualité. Toutefois, les objectifs de qualité et de sécurité alimentaire ne peuvent être réalisés que si les stratégies, dans des cadres juridiques adéquats, sont pris en charge par les régimes d'investissement.

Les systèmes alimentaires - les ressources, l'environnement, les personnes, les institutions et les processus avec lesquels les aliments sont produits, transformés, stockés, distribués, préparés et consommés - déterminent la quantité ainsi que la qualité de l'offre des denrées alimentaires en termes de contenu nutritionnel, de diversité et de sécurité. L'agriculture au sens large (soit la production végétale et animale, la pêche et la sylviculture) et l'eau potable sont à la base des systèmes alimentaires.

Les programmes de protection sociale, associés à l'éducation nutritionnelle et visant à promouvoir la diversification des moyens de subsistance et les régimes alimentaires, peuvent faciliter l'accès aux services de base et jouer un rôle clé dans l'amélioration des résultats en matière de nutrition. Le consommateur doit avoir la possibilité d'exiger des aliments sains et nutritifs.

Au cours des dernières années, l'attention fut davantage portée sur les multiples charges de malnutrition, avec des initiatives nationales et internationales pour relever le défi (par exemple, avec l'émergence de la première campagne des 1 000 Jours et le Mouvement SUN - Renforcement de la nutrition). Le lancement du Panel Mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition peut également recentrer l'attention sur les possibilités de maximiser la contribution des systèmes agricoles et alimentaires afin d'améliorer la nutrition. La prochaine Conférence Internationale sur la Nutrition (ICN2), du 19 au 21 novembre 2014 à la FAO, aidera à garder les projecteurs braqués sur la nutrition en identifiant les priorités pour la coopération internationale dans les années à venir. Le programme de développement pour l'après-2015 présente une réelle opportunité de faire une différence dans la lutte contre la malnutrition.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- La pauvreté a diminué au niveau mondial, mais les progrès ont toutefois été inégaux. La pauvreté extrême est principalement concentrée dans les zones rurales.
- Le développement rural et la croissance de la productivité agricole rurale sont essentiels pour la réduction de la pauvreté.
- La détérioration des écosystèmes, la gestion non durable des ressources naturelles et le changement climatique affectent de manière disproportionnée les personnes pauvres. A moins que ces tendances soient arrêtées et inversées, l'objectif d'éradiquer la pauvreté restera insaisissable.
- La pauvreté ne peut être éradiquée sans s'attaquer aux inégalités omniprésentes dans les revenus et les possibilités économiques entre et au sein des pays, entre les zones rurales et urbaines, entre les hommes et les femmes. La réduction de ces inégalités devra commencer par améliorer l'accès des pauvres aux ressources productives, aux services de base et la protection sociale.

Élimination de la pauvreté

Aperçu

L'objectif du Millénaire pour le développement de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici fin 2015 a en effet été atteint: la proportion de la population vivant avec moins de 1,25 dollar PPA par jour (le seuil d'extrême pauvreté en 2005) dans les régions en développement a diminué de plus de la moitié depuis 1990. Les progrès ont toutefois été inégaux dans quelques pays asiatiques, principalement la Chine, qui sont responsables de la majeure partie de cette diminution. Le taux de réduction de la pauvreté a été bien inférieur dans les pays à faible revenu, en particulier en Afrique subsaharienne, où le nombre absolu de personnes pauvres a continué à augmenter.

L'élimination de la pauvreté reste un défi majeur et devra donc demeurer un objectif principal de l'après-2015:

- Dans les pays en développement, environ 12 milliards de personnes continuent à vivre dans l'extrême pauvreté;
- La pauvreté modérée (les personnes vivant avec moins de 2 dollars PPA par jour) a diminué à un rythme bien plus lent: en conséquence, s'il est vrai qu'un grand nombre de personnes sont parvenues à sortir de l'extrême pauvreté, les progrès sont facilement réversibles;
- Tant l'extrême pauvreté que la pauvreté modérée demeurent principalement ruraux: en effet, 75 pour cent de la population pauvre dans le monde vit dans des zones rurales et dépend en majorité de l'agriculture;
- Les personnes pauvres disposent de peu d'opportunités de travail décent du fait que la plupart vivent dans des zones où la productivité est basse, l'activité économique locale est peu diversifiée, avec des taux de sous-emploi élevés et une précarité de l'emploi;

- La pauvreté pousse de nombreux enfants dans le marché du travail. Près de 60 pour cent des enfants qui travaillent, souvent dans des conditions dangereuses, sont employés dans l'agriculture. La pauvreté menace ainsi la santé, l'éducation des enfants et les chances de réussir dans la vie;
- Les disparités entre les genres sont souvent plus prononcées chez les pauvres. A titre d'exemple, les écarts de scolarisation entre les femmes et les hommes pauvres sont deux fois plus importants que chez les non-pauvres;
- Les pauvres à faible revenu sont plus exposés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Principaux enjeux

De manière générale, la réduction de la pauvreté rurale a été réalisée dans un contexte de croissance rapide. Cependant, la croissance économique n'est pas une recette miracle.

La pauvreté rurale a persisté là où les politiques ont accordé une attention insuffisante à l'amélioration de la productivité agricole et de l'infrastructure rurale. Elles n'ont pas non plus réussi à fournir aux populations rurales l'accès aux services sociaux et à la protection sociale ou à faciliter le développement des producteurs ruraux et les organisations de consommateurs. Ne pas pouvoir améliorer l'accès des groupes défavorisés, et en particulier les femmes, aux ressources productives et aux services sociaux perpétue en outre la pauvreté rurale.

Le changement climatique et autres menaces environnementales, la croissance rapide de la population et la migration exercent une pression disproportionnée sur les moyens de subsistance dans les zones rurales où la pauvreté est déjà bien enracinée et les gens sont le moins résilients. Aussi difficile que cela puisse être, la gestion rationnelle des ressources naturelles et les écosystèmes ont besoin d'aller de pair avec les efforts visant à réduire la pauvreté.

Que faut-il faire?

Des changements profonds doivent être mis en œuvre en matière de priorités politiques afin d'éliminer l'extrême pauvreté et réduire substantiellement la pauvreté modérée d'ici 2030. Afin d'assurer que nul ne soit privé de ses droits de l'homme universels et d'opportunités économiques essentielles, il conviendrait que le Programme de Développement pour l'après-2015 s'attache à garantir un développement inclusif et réduire les inégalités.

Les opportunités d'emplois doivent être générées, en cohérence avec l'agenda du travail décent. Pour y parvenir, puisque la grande majorité des personnes pauvres vivent dans des zones rurales pauvres, il est en tout premier lieu essentiel de construire des économies locales rurales plus productives, diversifiées et résilientes, avec des relations économiques plus fortes entre les villes et les campagnes, et par l'adoption accélérée de méthodes en faveur du climat et de production durable. Cela nécessitera un programme de transformation :

- La majorité des pauvres des zones rurales sont des agriculteurs, qui sont également responsables de la majeure partie de la production alimentaire mondiale. Il sera donc fondamental d'aider les agriculteurs à améliorer la productivité agricole par le biais d'un meilleur accès aux ressources, aux technologies, aux marchés et aux organisations, tant aux fins de l'élimination de la pauvreté que de la sécurité alimentaire. En comparaison avec la croissance générale du PIB dans les pays en développement à faible revenu, l'effet de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté est cinq fois plus importante;
- Réduire la pauvreté requiert une durabilité écologique et des ressources. Une hausse de la production alimentaire aura pour effet d'exacerber la dégradation des terres, les émissions de gaz à effet de serre et la perte de biodiversité, à moins que les méthodes de production et les modèles de consommation ne deviennent davantage durables. Les petits agriculteurs auront besoin d'un accès abordable aux technologies et aux infrastructures pour transformer de manière durable les systèmes alimentaires;
- La diversification de l'emploi en termes d'activités non agricoles sera fondamentale pour accélérer la réduction de la pauvreté, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. La croissance des activités non agricoles est souvent déterminée par la croissance agricole et peut stimuler la création d'emploi à l'échelon local;
- La diminution des écarts entre les genres en matière d'éducation et d'accès aux ressources productives peut donner un coup de fouet à l'autonomisation et aux revenus des femmes, en particulier dans l'agriculture et les zones rurales;
- Le développement des réseaux routier et électrique améliore la connectivité aux marchés, renforce les liens entre les zones rurales et urbaines, accroît la productivité agricole et non agricole et crée de l'emploi;
- Une meilleure protection sociale est en mesure d'aider les pauvres à mieux gérer les risques et accroître leurs moyens de subsistance, et améliorer la santé et l'éducation de leurs enfants. Il ne s'agit donc pas seulement d'accélérer l'éradication de la pauvreté et de la faim, mais aussi de réduire les disparités dans les chances de réussite dans la vie;
- La mise en œuvre d'investissements initiaux en éducation, santé et nutrition dans les zones rurales est essentielle. Nombre de jeunes sont confrontés à des perspectives économiques particulièrement sombres, qu'ils restent à la campagne ou émigrent en ville. Il est ainsi essentiel d'augmenter les opportunités rémunératrices en renforçant les compétences des jeunes des zones rurales, améliorer et diversifier les activités économiques locales, afin d'offrir aux jeunes de meilleures perspectives;
- La recherche de solutions à la question de la dénutrition permettra également de contribuer à la réduction de la pauvreté, en améliorant les capacités et les compétences économiques et le potentiel bénéficiaire, à travers un meilleur développement physique et cognitif, et une disponibilité énergétique alimentaire suffisante pour être productif.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- La résilience doit être incorporée dans les dimensions politiques, sociales, économiques, environnementales du développement durable, dans les efforts à tous les niveaux de la lutte contre la faim et la malnutrition.
- L'agenda de la résilience fournit un cadre global commun visant à systématiquement lier et intégrer la réduction des risques et la gestion des crises. Il rassemble les acteurs du développement, les acteurs politiques, les investisseurs et les acteurs de l'aide humanitaire autour de résultats cohérents et complémentaires, au-delà des cloisonnements.
- La résilience aborde des risques multiples et les causes sous-jacentes de la vulnérabilité d'une manière intégrée. La mise en œuvre de mesures spécifiques concernant la résilience doit s'inscrire dans des interventions sectorielles, à court et à long terme.
- La coordination intersectorielle est fondamentale. Elle vise à réduire les catastrophes et les risques liés au climat pour garantir la résilience des moyens de subsistance des petits exploitants les plus vulnérables, et elle aidera à construire des liens entre les efforts actuellement cloisonnés.
- La résilience des systèmes de moyens d'existence doit conjuguer les synergies des bonnes pratiques techniques pour favoriser la réduction du risque de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques, la protection sociale, le transfert des risques financiers et la propriété des ressources naturelles pour les groupes les plus vulnérables.

Résilience

Aperçu

Les catastrophes et les crises récurrentes sapent les efforts déployés par les nations pour éradiquer la faim et la malnutrition et parvenir au développement durable. Ces catastrophes et ces crises menacent quelque 2,5 milliards de petits exploitants agricoles, de pêcheurs, de communautés qui dépendent des forêts, des éleveurs, et des petits entrepreneurs qui dépendent de la production, de la commercialisation et de la consommation des cultures, du poisson, des forêts, du bétail et d'autres ressources naturelles. On estime par exemple qu'au cours des 12 dernières années, les catastrophes ont causé des dommages pour une valeur de 1 300 milliards, touché 2,7 milliards de personnes et provoqué la mort de 1,1 million de personnes. En 2012 seulement, les pertes résultant des catastrophes ont été estimées à 138 milliards de dollars, maintenant ainsi la tendance récente à la hausse. En trois ans, ce fut la première fois que les pertes économiques annuelles dépassèrent les 100 milliards de dollars EU.

Les catastrophes et les crises menacent la production actuelle de denrées alimentaires, à l'échelon local, national, voire régional et mondial, ainsi que l'accès à l'alimentation. Les chocs peuvent survenir de façon soudaine, comme une inondation subite ou un coup d'état violent, ou se développer plus lentement, comme durant les cycles de sécheresses-inondations. Les crises peuvent se présenter comme une urgence unique, une crise peut en provoquer une autre, ou de multiples événements peuvent converger et interagir de façon simultanée, et entraîner des effets en cascade et amplifiés. A titre d'exemple, trois années d'inondations répétées (de 2010 à 2012) ont infligé de graves dommages à l'économie du Pakistan, réduisant de moitié

son potentiel de croissance. Le Pakistan a ainsi perdu un total de 16 milliards de dollars EU dans les inondations, avec des dommages dans l'agriculture estimés à 2 milliards de dollars EU. Les dommages dus aux inondations ont été identifiés sur plus de 405 000 hectares de récoltes sur pied. Les tendances suggèrent également que l'effet se fait sentir dans la capacité du pays à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

Les pauvres des zones rurales et urbaines sont frappés de façon disproportionnée, la pauvreté et la malnutrition étant à la fois la cause et la conséquence de moyens d'existence inadéquats. L'incapacité des familles, des communautés et des institutions à anticiper, absorber, s'adapter à ou se remettre des crises et des catastrophes, de manière opportune, efficace et durable, est au cœur des mesures de renforcement de la résilience. Ces mesures impliquent la protection et l'amélioration des systèmes alimentaires face aux menaces qui compromettent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture, ainsi que la salubrité des aliments. La faiblesse du niveau de résilience peut avoir des conséquences dévastatrices, en engendrant une spirale descendante dans laquelle les progrès accomplis au prix d'années d'efforts au niveau des moyens d'existence des ménages et du développement national sont compromis ou parfois sérieusement ébranlés.

Principaux enjeux

La réduction des risques de catastrophe (RRC) et la résilience globale n'ont pas été suffisamment abordés dans le programme original des OMD, en dépit des rapports étroits qui existent entre les effets des catastrophes sur le développement durable. Pour garantir la réalisation des objectifs de développement durable, il est indispensable que la réduction des risques de catastrophe (qui va de pair avec l'adaptation aux changements climatiques) soit mieux prise en compte dans le Programme de Développement pour l'après-2015. La résilience est une condition préalable au développement durable en général et au combat contre la pauvreté, la faim et la malnutrition, en particulier.

Aujourd'hui, le [Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015](#) offre l'unique opportunité de promouvoir une approche stratégique et systématique de la réduction de la vulnérabilité et de l'exposition aux aléas, y compris en identifiant des manières de renforcer la résilience des nations et des communautés vulnérables. Sur une période de presque 12 ans, les progrès réalisés pour combler les attentes du Cadre d'action de Hyogo ont été plus qualitatifs que quantitatifs, mais varient d'un pays à l'autre. D'une manière générale, le principal acquis à l'échelon mondial est le changement d'état d'esprit de la gestion des crises à l'atténuation des risques, avec un accent

sur la prévention et la préparation. Le processus pour établir un cadre successeur au Cadre d'action actuel a déjà commencé. Le nouvel instrument devrait: i) être étroitement lié aux priorités d'action actuelles ii) être cohérent avec le Programme de Développement pour l'après-2015 et l'accord 2015 sur le changement climatique iii) passer du concept à l'action locale - soutenu par des programmes forts de planification nationaux, régionaux et internationaux, et iv) s'attaquer aux problèmes des plus vulnérables. Le nouvel instrument peut fournir un cadre clair pour améliorer les liens entre la gestion des risques et les interventions humanitaires et de développement, ancrant la réduction des risques dans des secteurs clés tels que l'agriculture, et s'attaquant aux vulnérabilités au-delà des aléas naturels tels que les ravageurs et les maladies transfrontières des plantes et les événements liés à la salubrité des aliments.

Que faut-il faire?

Le prochain cadre de développement durable devrait être axé sur des approches intersectorielles inclusives et intégrées et viser les communautés et les nations les plus vulnérables. Pour réduire efficacement les risques de catastrophes et des crises, le programme pour l'après-2015 devrait:

- Promouvoir la cohérence entre les interventions aux échelons mondial, régional, national et local;
- Combler les écarts entre l'aide humanitaire d'urgence et les interventions à long terme tenant compte des risques en matière de développement et d'investissement (y compris par une programmation pluriannuelle et les horizons de financement à plus long terme);
- Relever les défis doubles et interdépendants du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophes de façon intégrée, à travers toutes les politiques et tous les secteurs, et les ancrer dans une perspective sectorielle (par exemple, l'agriculture, la pêche, les forêts, etc.);
- Aborder les vulnérabilités face aux menaces et aux crises en abordant les causes sous-jacentes de la vulnérabilité conjointement à la pauvreté, et la marginalisation / les inégalités;
- Considérer qu'au-delà des catégories individuelles de catastrophes / de chocs, comprendre la résilience nécessite une analyse globale des interactions entre les multiples chocs (et souvent en cascade) et leurs dimensions économiques, financières, sociales, politiques et environnementales (en particulier pour les catastrophes naturelles qui se produisent dans un contexte de crises prolongées, de conflits violents ou de transition post-crise) au développement durable, à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- La protection sociale fournit un soutien direct des revenus, avec un impact immédiat sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.
- La protection sociale soutient les agriculteurs et les autres ménages ruraux à surmonter les contraintes financières et à mieux gérer les risques, avec des effets positifs sur la production alimentaire et les investissements au niveau des exploitations en agriculture.
- La protection sociale tend à stimuler l'économie locale, avec des effets de rétroaction positive sur la production agricole, l'emploi rural et la réduction de la pauvreté.
- La protection sociale peut promouvoir les systèmes alimentaires durables, la gestion des ressources naturelles et les moyens de subsistance plus résistants.
- La protection sociale favorise le développement du capital humain avec des effets bénéfiques à long terme sur les moyens de subsistance.

Protection sociale

Aperçu

L'accès à une protection sociale adéquate demeure un privilège. Aujourd'hui, seulement un cinquième de la population mondiale jouit d'une protection sociale suffisante. 30 pour cent supplémentaire dispose d'une couverture partielle, mais insuffisante, et laisse la moitié du monde privée de toute forme de protection sociale. Les politiques traditionnelles de sécurité sociale sont un élément fondamental de la protection sociale, mais le degré beaucoup plus élevé d'informalité du marché du travail dans la plupart des pays en développement, en particulier dans les campagnes, limite la couverture potentielle des régimes contributifs à atteindre les plus vulnérables.

La plupart des populations touchées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition, exposées aux chocs et vulnérables n'ont pas la couverture de la protection sociale. Seule une infime partie des 842 millions de personnes dans le monde considérées comme sous-alimentées ont accès à une certaine forme de protection sociale, dont les programmes de filets de sécurité. La plupart de ces personnes vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture. Les femmes rurales et les jeunes, ainsi que les migrants tendent à être surreprésentés parmi les pauvres et ceux qui n'ont pas accès aux services sociaux de base. Cela les rend particulièrement vulnérables car ils ont tendance à être davantage défavorisés en termes de possibilités d'emploi et d'accès aux ressources productives.

Sans accès à des instruments pour atténuer les risques ou le partage des risques, les familles rurales pauvres sont plus susceptibles de vendre leurs actifs, de passer à des actifs moins risqués, mais à des cultures à faible rendement, ou encore de retirer leurs enfants de l'école pour les mettre au travail, ce qui pourrait affaiblir les perspectives de subsistance.

La protection sociale s'est avérée efficace dans la réduction de la pauvreté et de la faim, dans la construction de la résilience, et dans le même temps dans la promotion d'une croissance plus inclusive et durable. L'accès universel aux soins de santé, à l'éducation et à des suppléments de revenus pour les personnes dans le besoin favorise des sociétés plus saines, plus productives et plus équitables.

Avec la volonté politique nécessaire, la protection sociale est abordable sur le plan financier pour tous les pays - à revenu haut, moyen ou faible - mais avec différents niveaux de provisionnement. Des programmes de transferts sociaux qui combinent le soutien des revenus à un meilleur accès aux services sociaux, en particulier la santé et l'éducation, ont considérablement réduit la malnutrition et amélioré des capacités génératrices de revenus. Dernier point, mais non des moindres, la protection sociale est en mesure de transformer les sociétés en aidant à autonomiser les groupes précédemment marginalisés.

Principaux enjeux

Le principal défi pour les gouvernements est d'étendre la protection sociale aux personnes les plus démunies et les plus vulnérables, en particulier dans les zones rurales et le secteur informel urbain. Malgré l'expansion réussie de programmes de protection sociale dans un nombre de pays en développement, atteindre une couverture adéquate des garanties fondamentales de protection sociale reste un défi majeur dans d'autres, et en particulier pour les populations rurales. Lorsque les systèmes de protection sociale ont été élargis avec succès, le coût s'est avéré relativement faible. Par exemple, le coût du brillant programme Bolsa Familia au Brésil s'élève à moins de 1 pour cent du revenu national. Pourtant, de nombreux gouvernements voient les contraintes budgétaires comme un obstacle, bien que la réelle contrainte réside probablement davantage dans la définition des priorités politiques.

Un autre défi est de surmonter les prestations souvent fragmentées de protection sociale indépendamment des autres politiques économiques et sociales. La protection sociale n'est pas une solution miracle et ses effets durables sur le développement ont tendance à être plus importants lorsqu'ils sont en harmonie avec des politiques de développement plus vastes. Afin de parvenir à une telle harmonie, les synergies potentielles entre les mesures de protection sociale et les résultats de développement doivent être évaluées avec attention. Le degré de l'impact peut varier selon le contexte, mais il a été constaté qu'une meilleure protection sociale dans les zones rurales pauvres pourrait:

- Aider les ménages à surmonter la sous-alimentation énergétique alimentaire en améliorant leur accès direct aux denrées alimentaires, avec en particulier des effets très positifs des programmes de transfert d'espèces et de transfert en nature sur le bien-être nutritionnel des enfants et des femmes au sein des ménages pauvres;

- Soutenir les agriculteurs et les autres ménages ruraux à surmonter les contraintes de liquidité, et mieux gérer les risques avec des effets positifs sur la production alimentaire et les investissements au niveau des exploitations agricoles;
- Tirer profit des gains considérables dans l'accès aux services de santé et d'éducation, comme le montre l'augmentation de la scolarisation (surtout pour les filles), la réduction du travail des enfants et l'utilisation des services de santé;
- Stimuler le développement économique local, par exemple à travers les effets de dépenses de transferts en espèces avec des rétroactions positives sur la production agricole, l'emploi et la réduction de la pauvreté rurale;
- Promouvoir des systèmes alimentaires durables et la gestion des ressources naturelles, par exemple lorsque la protection sociale se compose de programmes de travaux publics pour la conservation des terres et la construction de terrasses, améliorer la gestion des ressources en eau et la récolte de l'eau, ainsi que le boisement / reboisement destinés aux ménages pauvres.

Les interventions de protection sociale sont un élément essentiel des deux aspects de l'approche «duale» de la FAO afin de réduire la faim et la pauvreté. Les deux interventions à court et à long terme sont nécessaires. La protection sociale peut établir un pont entre les deux voies. Premièrement, elle aide les ménages à surmonter la sous-alimentation en leur offrant un accès direct à la nourriture ou des moyens pour acheter de la nourriture. Deuxièmement, la protection sociale peut augmenter la croissance de la productivité agricole, améliorer les moyens de subsistance et la nutrition, et promouvoir l'inclusion sociale.

Que faut-il faire?

Il ya un besoin évident de tisser des liens et de promouvoir une plus grande cohérence et des synergies entre la protection sociale, la sécurité alimentaire, le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale politique. Pour parvenir à leurs impacts désirés sur le développement, les politiques sociales devront aller de pair avec des politiques de développement agricole et rural. Il est également crucial que les différents secteurs du gouvernement travaillent ensemble pour assurer une protection sociale avec succès. L'approche des Socles de Protection Sociale constitue un cadre de politique cohérente qui aborde des vulnérabilités multidimensionnelles d'une manière intégrée et interconnectée. Les Socles Nationaux de Protection Sociale peuvent combiner des garanties fondamentales de sécurité du revenu avec un accès efficace aux services sociaux essentiels. Cela renforcerait les liens étroits et les synergies potentielles à travers les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Le changement climatique représente un nouveau défi pour les systèmes alimentaire et agricole. Il constitue une menace majeure pour la sécurité alimentaire mondiale, le développement durable et l'éradication de la pauvreté.
- L'agriculture, y compris la foresterie et les pêches, doivent s'adapter aux effets du changement climatique, et renforcer la résilience des systèmes de production rurale en même temps que de gérer une hausse durable de ses biens et de services.
- Contribuant aux émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture, la foresterie et les pêches offrent également des possibilités d'atténuation des changements climatiques. Lorsqu'elle est appuyée par des mécanismes appropriés d'incitation, l'atténuation peut fonctionner en synergie avec l'adaptation, en contribuant de façon substantielle au développement rural et à la pérennité de l'environnement.
- Le changement climatique doit faire partie intégrante de l'ensemble du programme de développement afin de mener à des résultats plus durables

Changement climatique

Aperçu

L'agriculture, la foresterie et les pêches sont aujourd'hui confrontées à de nombreux défis. La production agricole devra augmenter mondialement de 60 pour cent d'ici 2050 pour répondre aux demandes d'aliments et de fourrage d'une population mondiale croissante et en évolution. Toutefois, la plupart des systèmes de production actuels sont déjà sous pression, en raison de la dégradation des terres et des ressources hydriques, ainsi que de la perte de la biodiversité et de services écosystémiques résultant de pratiques non durables. Ces problèmes seront encore exacerbés par les changements climatiques prévus et une augmentation projetée d'événements extrêmes. La production et les moyens d'existence subiront les effets, entre autres, des hautes températures dépassant le seuil de survie des cultures, des arbres et des espèces de poissons, l'augmentation de l'acidité des océans et la sévérité accrue des phénomènes climatiques extrêmes. Faute de s'attaquer dûment à ces problèmes, il sera impossible de garantir la sécurité alimentaire mondiale, le développement durable et équitable, et l'éradication de la pauvreté.

Le changement climatique devrait avoir différents types d'effets sur l'agriculture, la foresterie et la pêche. S'il est vrai que la hausse des températures et les effets de la fertilisation par CO₂ peuvent s'avérer positifs à court terme pour la production dans certaines régions, on estime que les conséquences globales pour les récoltes seront néfastes. Et les groupes qui seront les plus touchés sont les plus vulnérables, dont la capacité d'adaptation est la plus faible et qui sont les plus exposés aux aléas climatiques extrêmes. L'agriculture, la foresterie et l'utilisation des terres associées apportent 20-30 pour cent du total des émissions anthropiques

de GES. L'expansion agricole en faveur des productions végétale et animale est une cause majeure de déforestation et de dégradation des tourbières, ce qui entraîne des pertes considérables de stocks de carbone contenus dans ces précieux écosystèmes, de même que leurs ressources génétiques.

Principaux enjeux

Le changement climatique représente une réelle menace pour la sécurité alimentaire mondiale. Il affecte les quatre dimensions de la sécurité alimentaire: disponibilité, accessibilité de l'alimentation, stabilité de l'approvisionnement alimentaire et l'aptitude des consommateurs à utiliser les denrées alimentaires en suffisance, y compris la sécurité alimentaire et la nutrition. L'agriculture et les systèmes alimentaires doivent subir des transformations radicales dans le but de faire face aux défis liés à la sécurité alimentaire et au changement climatique.

L'adaptation des secteurs agricoles, de la foresterie et de la pêche, qui sont centrés sur le renforcement de la résilience des systèmes de production et des communautés locales qui en dépendent, est d'une importance capitale pour affronter les changements projetés des conditions climatiques. Ces actions doivent être menées dans le contexte d'une augmentation durable nécessaire de la production agricole. Des éléments cruciaux de cette stratégie sont l'utilisation plus efficace des ressources et la mobilisation des services écosystémiques. L'agriculture, la foresterie et la pêche peuvent donc contribuer de façon significative aux efforts d'atténuation à l'échelle mondiale, moyennant la réduction de l'empreinte carbonique grâce à l'adoption de stratégies de croissance à faibles émissions et le renforcement du stockage de carbone dans les sols, les forêts et les systèmes aquatiques.

D'ici 2080 le changement climatique est susceptible d'avoir ces effets:

- 75 pour cent de la population de l'Afrique pourrait être en danger de faim.
- 75 millions d'hectares de terres actuellement propices à l'agriculture pluviale disparaîtront en Afrique subsaharienne.
- Le Produit intérieur brut (PIB) agricole devrait diminuer de jusqu'à 8 pour cent en Afrique sub-saharienne et de 4 pour cent en Asie.
- A l'échelle mondiale, la demande pour l'irrigation devrait croître de 5 à 20 pour cent.

Que faut-il faire?

Relever les défis que pose le changement climatique exige une coordination entre diverses approches, souvent propres à certains secteurs aux pratiques et aux conditions locales. La FAO a élaboré une approche unifiée, connue sous le nom d'agriculture intelligente face au climat pour créer les conditions techniques, politiques et d'investissement requises en vue de soutenir ses pays membres à parvenir à la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique. Cette approche reconnaît qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une action aux côtés de ces trois piliers interdépendants:

1. Accroître la productivité agricole et les revenus de façon durable ;
2. Adapter et renforcer la résilience face aux changements climatiques; et
3. Réduire et/ou éliminer les émissions de gaz à effet de serre, chaque fois que possible.

L'approche de la CSA permet d'effectuer des évaluations spécifiques localisées des avantages potentiels des technologies et des pratiques agricoles susceptibles de servir d'orientation aux stratégies agricoles en termes de sécurité alimentaire, d'adaptation et d'atténuation. La CSA établit un lien explicite entre le financement de la lutte contre le changement climatique et les sources traditionnelles de financement lié à l'agriculture, en identifiant les avantages de l'adaptation et de l'atténuation et les moyens de mesurer, de communiquer et de vérifier la fourniture de ces services.

La gouvernance internationale est un élément vital pour garantir l'adoption de mesures appropriées dans les secteurs liés

D'après le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat, une augmentation de 2 à 3 degrés Celsius, par rapport aux niveaux de températures préindustrielles, pourrait entraîner un risque de plus en plus élevé d'extinction d'environ 20 à 30 pour cent des espèces évaluées.

à la conception et la mise en œuvre d'interventions pour faire face aux changements climatiques. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques est la principale instance politique pour aborder les questions relatives aux changements climatiques. En 2015, un nouveau régime international en matière de climat devra être convenu dans le cadre

de la CCNUCC afin d'éviter que le réchauffement mondial n'atteigne des niveaux critiques. Cet accord devra tenir compte des préoccupations des pays en développement, et en particulier des pays les moins avancés, et de leurs besoins de s'adapter à la variabilité croissante et aux effets prévus des changements climatiques sur leur secteur agricole tout en renforçant leur possibilité de contribuer à la réduction globale des émissions de gaz à effet de serre.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Le rôle essentiel de la biodiversité dans le développement durable a été reconnu dans le document final Rio+20, *L'avenir que nous voulons*.
- La biodiversité procure des biens et des services de base dont dépendent la sécurité alimentaire et la nutrition: elle doit donc être préservée et utilisée de manière durable.
- La diversité et la richesse des écosystèmes, notamment en ce qui concerne les espèces et les ressources génétiques, sont fondamentales pour assurer la production durable, l'éradication de la pauvreté, le développement économique durable, la santé et d'autres objectifs à l'échelle mondiale.
- La préservation de la biodiversité et des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que le maintien et la restauration des fonctions et des services écosystémiques doivent constituer des objectifs communs de tous les secteurs qui contribuent au développement durable, à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition.
- Les instruments relatifs à la biodiversité développés au sein des secteurs alimentaires et agricoles (incluant les cultures, l'élevage, la foresterie, la pêche et l'aquaculture) pourraient jouer un rôle clé pour atteindre les objectifs de biodiversité.

Écosystèmes, biodiversité et génétique

Aperçu

La biodiversité¹ est un élément fondamental pour garantir la sécurité alimentaire et la nutrition. Sa composante génétique fournit la variation nécessaire pour augmenter la production alimentaire, améliorer sa qualité et l'adapter aux conditions environnementale et socio-économique en constante évolution. La biodiversité fournit également des services écosystémiques essentiels aux systèmes de production. Des écosystèmes en bonne santé sont résilients face au stress et constituent un élément fondamental pour affronter les effets du changement climatique.

La biodiversité présente une importance particulière pour des questions critiques de la vie telles que l'éradication de la faim, la réduction de la pauvreté, la santé et le développement économique durable. Beaucoup de secteurs économiques dépendent des services de la biodiversité et des écosystèmes, dont l'agriculture, la pêche, la foresterie, la santé, la nutrition, l'énergie et le tourisme. Les pêcheries du monde emploient quelque 200 millions de personnes et leur valeur est estimée à 80 milliards de dollars EU. Les insectes et d'autres animaux qui véhiculent le pollen, en particulier pour les fruits et les légumes, représentent, selon les estimations, plus de 200 milliards de dollars EU par an pour l'économie alimentaire mondiale.

¹ La diversité biologique est définie comme la « variabilité des organismes vivants [...]; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes ». (Convention sur la diversité biologique (CDB), Article 2. Emploi des termes.

Principaux enjeux

L'accroissement prévu de la population humaine et la nécessité d'une plus grande quantité de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de fibres vont exercer une pression accrue sur l'environnement. Plusieurs facteurs importants (par exemple, les changements d'affectation et la dégradation des terres, l'utilisation non durable des ressources, la pollution, les espèces exotiques envahissantes, les changements climatiques et l'acidification des océans) ont des effets négatifs sur la biodiversité, réduisent le nombre d'espèces, appauvrissent leur diversité génétique et exercent une pression sur les écosystèmes qui va souvent au-delà de leurs capacités.

Actuellement, les êtres humains utilisent seulement une infime partie de la biodiversité existante pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition. Par exemple, des 30 000 plantes terrestres reconnues comme comestibles, seules quatre d'entre elles – le blé, le riz, le maïs et la pomme de terre – fournissent 60 pour cent de la ration énergétique de la population mondiale. Les espèces aquatiques fournissent environ 20 pour cent des apports en protéines animales pour quelque 3 milliards de personnes dans le monde entier. En aquaculture, on estime que 10 espèces de poissons et d'algues d'élevage sur 600 représentent environ 50 pour cent de la production. Utiliser un nombre restreint d'espèces, souvent avec une base génétique restreinte, augmente la vulnérabilité des systèmes agricoles et met la sécurité alimentaire et la nutrition en situation de risque accru.

En outre, il reste encore beaucoup d'informations non complètes. Le processus actuel de dégradation des forêts a de graves répercussions sur les ressources génétiques des forêts, avant même que leur utilisation potentielle ait été étudiée

Les ressources génétiques des cultures et des races sont en train de disparaître, en raison de plusieurs causes, notamment la surexploitation ou la négligence. Des 8 300 races connues de bétail, 8 pour cent environ ont complètement disparu et 22 pour cent sont en voie d'extinction. Dans les océans, près de 30 pour cent des stocks font l'objet d'une surpêche.

de façon adéquate. Actuellement, moins de 1 pour cent des quelque 80 000 espèces d'arbres dans le monde a été étudié en profondeur pour évaluer leur utilisation. De plus, les contributions majeures des micro-organismes et des invertébrés à la sécurité alimentaire et à la nutrition sont encore trop peu connues pour pouvoir les gérer de manière adéquate.

Une partie importante des populations du monde dépend directement de la biodiversité et des services écosystémiques; ce sont, par conséquent, leurs moyens d'existence qui seront les plus directement et les plus fortement touchés par la perte de biodiversité. Les effets seraient particulièrement graves pour les personnes pauvres et vulnérables, les femmes, les enfants et les personnes indigènes.

Que faut-il faire?

Le maintien de la biodiversité est une responsabilité mondiale. La conservation, la restauration, et l'utilisation durable de la biodiversité peut fournir des solutions viables à une série de défis relatifs à la société.

Plusieurs initiatives mondiales ont été lancées et assurent la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, y compris les ressources génétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture, ainsi que les services éco-systémiques. La Décennie des Nations Unies pour la biodiversité dynamise le Plan stratégique pour la biodiversité pour la période 2011–2020 et les Objectifs de biodiversité d'Aichi qui sont reconnus comme cadre du système des Nations Unies pour résoudre les problèmes liés à la biodiversité aux niveaux génétique, des écosystèmes et des espèces.

De plus, un nombre d'instruments relatifs à la biodiversité ont été développés dans les différents secteurs de l'agriculture, y compris les cultures, le bétail, les forêts, les pêches, l'aquaculture. Leur mise en œuvre doit être renforcée, notamment via leur intégration aux Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité.

Afin de faciliter la mise en œuvre de ces instruments au niveau national, davantage d'investissements à différents niveaux sont nécessaires. La préservation de la biodiversité et des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que le maintien et la restauration des fonctions et des services écosystémiques doivent constituer des objectifs communs de tous les secteurs qui contribuent au développement durable, à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- L'énergie est l'élément majeur du développement durable. Elle accélère les progrès sociaux et économiques et améliore la productivité.
- L'énergie est étroitement liée à la sécurité alimentaire et à l'éradication de la pauvreté. Le manque d'énergie constitue un obstacle fondamental à la réduction de la faim et de la malnutrition et à la lutte contre la pauvreté.
- Les systèmes agroalimentaires devront progressivement briser leur dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles pour pouvoir accroître la production et la qualité des aliments en utilisant moins d'énergie et de meilleure qualité.
- Une perspective systémique devra être adoptée pour parvenir à des systèmes alimentaires énergétiquement intelligents, ainsi qu'une meilleure coordination en matière d'élaboration des politiques, des cadres juridiques appropriés, un dialogue global entre diverses parties prenantes et un partenariat mondial pour appuyer les actions à mettre en œuvre.
- Pour y parvenir, le programme multipartenaires de la FAO « Aliments énergétiquement intelligents pour les populations et le climat » appuie les parties prenantes en vue d'améliorer l'efficacité énergétique, accroître l'utilisation des énergies renouvelables et élargir l'accès aux services énergétiques modernes dans les systèmes agroalimentaires.

Énergie

Aperçu

L'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré l'année 2012 « Année Internationale de l'Énergie Durable pour Tous », et la période 2014-2024 « Décennie internationale de l'énergie durable pour tous ». Il s'agit d'une décision très importante pour la sécurité alimentaire. L'énergie joue un rôle décisif en vue d'atteindre la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition: en effet, l'énergie est fondamentale pour parvenir à des chaînes alimentaires efficaces et plus inclusive, permettant de meilleurs rendements. Les prix énergétiques affectent les intrants agricoles et le prix de la production, et influe donc sur les prix alimentaires.

L'utilisation actuelle de l'énergie dans les systèmes alimentaires est insoutenable.

- Le secteur alimentaire représente 30 pour cent de la consommation totale d'énergie au niveau mondial, dont plus de 70 pour cent correspond à la production agricole, et contribue de 20 pour cent aux émissions totales de gaz à effet de serre (environ 31 pour cent si le changement d'affectation du sol est inclus);
- Plus du tiers des aliments que nous produisons est perdu ou gaspillé, et en conséquence environ 38 pour cent de l'énergie est consommée par les systèmes agroalimentaires;
- D'autre part, les systèmes alimentaires sont fortement tributaires des combustibles fossiles. Actuellement, 85 pour cent de l'ensemble de l'énergie primaire vient des combustibles fossiles. Près d'une personne sur cinq dans le monde n'a pas accès à des services énergétiques modernes et environ trois milliards dépendent de la biomasse traditionnelle pour la cuisson et le chauffage. Cette utilisation de la biomasse pour l'énergie est souvent non durable et a des conséquences indésirables graves sur la santé, l'environnement et le développement économique;
- Enfin, au cours des prochaines décennies, nous assisterons à des hausses considérables et simultanées des besoins en eau, énergie et aliments auxquelles il

faudra répondre dans un contexte de ressources naturelles dégradées et épuisées.

L'énergie renouvelable représente un potentiel pour relever les défis de l'énergie durable. La bioénergie en particulier a été promue comme l'un des moyens pour améliorer l'accès de la sécurité énergétique et de l'énergie et peut-être atténuer le changement climatique. La bioénergie est l'énergie dérivée des biocarburants, qui sont des combustibles dérivés directement ou indirectement de la biomasse. Ils sont sous forme liquide, gazeuse et solide et peuvent être utilisés pour le chauffage et la cuisson, la production d'électricité et comme carburants pour les transports.

Les biocarburants sont liés aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire - disponibilité, accès, stabilité et utilisation des aliments. Comparé à d'autres sources d'énergie, la bioénergie offre potentiellement aux pays pauvres de nombreux avantages, dont la reprise des investissements dans le secteur agricole, de nouvelles opportunités de marché, la création d'emplois, la croissance économique, la sécurité énergétique accrue et l'accès, les opportunités de développement rural et des émissions de gaz à effet de serre réduites. Toutefois, afin de développer le plein potentiel du secteur de la bioénergie, la croissance de la bioénergie doit être gérée de manière durable pour répondre aux exigences relatives aux dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable.

Principaux enjeux

Les principaux défis existants dans l'interface [entre l'énergie et l'agriculture](#) comprennent:

- La bioénergie durable: Ce sujet complexe peut être abordé en utilisant la [démarche d'appui de la FAO pour la bioénergie durable](#), qui comprend un ensemble d'outils permettant une analyse de la situation, la mise en œuvre de bonnes pratiques, dont les systèmes intégrés d'alimentation et d'énergie, ainsi que le suivi et l'évaluation aux niveaux national et opérateur;
- L'énergie pour une intensification durable de la production agricole: De nombreuses connaissances ont été acquises au cours de plusieurs décennies sur l'adaptation, l'adoption et le partage de pratiques agroécologiques, y compris les systèmes d'agriculture intégrée, qui permettent une production alimentaire plus importante et de meilleure qualité en utilisant moins d'énergie et de meilleure qualité, et en conséquence une diminution de la dépendance vis-à-vis des intrants à base de combustibles fossiles;
- Les technologies à énergies renouvelables pour réduire les pertes de produits alimentaires après récolte et ajouter de la valeur: Il existe une bonne expérience en matière d'identification et de mise en œuvre de technologies telles que les séchoirs et les réfrigérateurs solaires de produits agricoles, qui permettent d'accroître le revenu des petits agriculteurs (et sa diversité) et l'efficacité des ressources;
- L'accès à des combustibles et à des technologies propres pour la cuisson: Il est possible de s'appuyer sur des lignes directrices pour accroître la durabilité de la production de charbon de bois pour réduire la consommation de bois de chauffage et de charbon de bois, en améliorant l'accès pour nettoyer les fourneaux.

Les défis auxquels fait face le secteur de l'énergie sont interdépendants et, par conséquent, requièrent une approche intégrée ou une approche « nexus ».

Que faut-il faire?

La modernisation des systèmes agroalimentaires par le biais de la hausse de l'utilisation des combustibles fossiles, comme cela s'est déjà fait, ne constitue pas une option abordable ou durable du fait du changement climatique et de l'impact des prix élevés et volatils des combustibles fossiles sur le prix de la production et les prix des denrées alimentaires.

Par conséquent, il est important de prendre en compte l'énergie et ses liens avec l'eau et la production alimentaire et l'utilisation dans le développement agricole futur. En particulier, la chaîne de valeur agroalimentaire devra être progressivement dissociée de la dépendance aux combustibles fossiles pour permettre de produire plus de nourriture tout en utilisant moins d'énergie, soit une énergie plus respectueuse de l'environnement.

Les priorités concernant la marche à suivre doivent inclure:

- Aborder les défis de répondre à des hausses considérables et simultanées des besoins en eau, énergie et aliments dans un contexte de changement climatique et de ressources naturelles soumises à une forte pression ;
- Soutenir les pays dans la conception et la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement durable des bioénergies, en assurant que le développement de la bioénergie favorise à la fois la sécurité alimentaire et énergétique, et qu'il contribue au développement agricole et rural de manière intelligente sur le plan climatique;
- Appuyer les agriculteurs dans l'apprentissage de l'approche agroécologique, l'adaptation de celle-ci à leurs conditions locales et la diffusion de pratiques adéquates par le biais des écoles d'agriculture de terrain et d'autres réseaux et mouvements;
- Développer les systèmes à énergies renouvelables à petite échelle décentralisés dans les exploitations agricoles et les zones rurales;
- Réduire les pertes de produits alimentaires (notamment dans les pays en développement), en partie par le biais d'un meilleur accès aux techniques après récolte; et réduire le gaspillage (notamment dans les pays développés) à travers l'éducation du consommateur;
- Améliorer l'accès à l'énergie via une production durable de la biomasse, une plus grande efficacité de la transformation de la biomasse en bioénergie et l'introduction de fourneaux culturellement acceptables et propres.

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, des partenariats transversaux, une meilleure gouvernance et diverses parties prenantes inclusives seront nécessaires, ainsi qu'une hausse des financements et du partage des technologies afin de réussir la transition vers des systèmes alimentaires et énergétiques durables. Le programme multipartenaires de la FAO « Aliments énergétiquement intelligents pour les populations et le climat » aborde le défi susmentionné. Ce programme est en mesure de contribuer considérablement au développement durable, à une économie verte inclusive et à l'initiative Énergie [Durable pour Tous](#) en atteignant les objectifs suivants à tous les niveaux de la chaîne alimentaire:

- Améliorer l'efficacité énergétique;
- Accroître l'utilisation des énergies renouvelables;
- Améliorer l'accès aux services énergétiques modernes par le biais d'une production intégrée d'aliments et d'énergie.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Les océans, les mers et les zones côtières fournissent à l'humanité une multitude de biens et services environnementaux et culturels essentiels au bien-être des êtres humains, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde. Ils constituent un élément intégré et fondamental de l'écosystème terrestre et sont essentiels au développement durable.
- La pêche et l'aquaculture offrent de nombreuses opportunités pour réduire la faim et améliorer la nutrition, atténuer la pauvreté, stimuler la croissance économique et garantir une meilleure utilisation des ressources naturelles.
- Si l'on ne renverse pas les tendances actuelles d'exploitation non durable des ressources marines vivantes, la capacité de nos mers et nos océans de fournir des aliments aux générations futures sera gravement compromise.
- Éradiquer la pêche excessive, promouvoir des pratiques de pêches et d'aquaculture responsables et durables et préserver les environnements marins sains font partie des meilleures opportunités qu'a l'humanité de fournir des aliments à haute valeur nutritive à une population croissante.
- Investir dans la Croissance Bleue – la gestion et l'utilisation durables des ressources aquatiques et l'adoption d'approches écosystémiques – peut stimuler la croissance économique, augmenter la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et réduire la pauvreté.
- Le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable fournit des principes visant à promouvoir la pêche et l'aquaculture durables.

Pêches, aquaculture, océans et mers

Aperçu

Les océans, les mers et les zones côtières de la planète fournissent une multitude de biens et de services écosystémiques essentiels au bien-être des êtres humains, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde, au commerce international et au développement économique, à la régulation du climat, à la protection contre les tempêtes, à la production d'énergie, à l'absorption et au recyclage des déchets, à la récréation, entre autres. Une part importante de la population mondiale vit dans les zones côtières, dont les taux d'urbanisation, de développement économique et de croissance démographique sont souvent au-dessus de la moyenne.

La pêche et l'aquaculture sont une source essentielle d'aliments nutritifs et de protéines pour des milliards de personnes – au niveau mondial, 20 pour cent de l'apport journalier en protéines de presque 3 milliards de personnes provient du poisson. Les opportunités d'emploi dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture ont continué à croître plus vite que dans l'agriculture – fournissant environ 55 millions d'emplois au niveau mondial, notamment les activités connexes (par exemple le traitement et le conditionnement) et les personnes à charge. Ces secteurs soutiennent les moyens de subsistance de 10-12 pour cent de la population mondiale.

- On estime que 40 pour cent de la population mondiale vit à moins de 100 km du rivage;
- Chaque jour, les pêches de capture et l'aquaculture récoltent plus de 400 000 tonnes de poissons.

Principaux enjeux

L'essentiel de la production des pêches de capture provient des eaux côtières, où tant la productivité que la qualité des stocks de poissons sont gravement affectés par la pollution. Les pêches de capture et l'aquaculture sont aussi menacées par des demandes concurrentes venant du développement de l'hydroélectricité et du détournement de l'eau à usage industriel. De plus, les contributions essentielles de la pêche et de l'aquaculture pour le bien-être et la prospérité du monde restent limitées par une gouvernance, une gestion et des pratiques faibles. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée (IUU) continue d'être un obstacle à la réalisation de la pêche durable. Le changement climatique ajoute un défi supplémentaire.

Les pressions causées par l'activité humaine sur les systèmes essentiels à la vie des océans ont atteint des niveaux insoutenables, largement reconnus. Aujourd'hui, 50 pour cent des stocks de poissons sont pleinement exploités, 30 pour cent sont surexploités, et 90 pour cent des stocks des grands poissons prédateurs sont épuisés. Nos mers et océans risquent de voir leurs habitats, leurs fonctions

La pêche et l'aquaculture ont fourni le monde avec 157 millions de tonnes de poissons en 2012 (d'une valeur totale d'exportations de 130 milliards de dollars EU), dont environ 128 millions de tonnes ont été utilisées pour nourrir les populations. Avec une croissance soutenue de la production de poissons et les canaux de distribution améliorés, l'approvisionnement alimentaire mondial en poisson a augmenté de façon spectaculaire au cours des cinq dernières décennies, avec un taux de croissance moyen de 3,2 pour cent par an entre 1961 et 2009, dépassant la hausse de 1,7 pour cent par an de la population mondiale. L'offre mondiale de poissons par habitant est passée d'une moyenne de 9,9 kg dans les années 1960 à environ 19 kg en 2010. Les importations de poissons ont augmenté de 108 pour cent de 2002 à 2012 avec les pays en développement, représentant 54 pour cent des exportations totales de la pêche selon la valeur. L'aquaculture, le secteur de production alimentaire qui a connu la plus forte croissance dans le monde, va continuer à se développer. L'offre totale de poissons va augmenter à 186 millions de tonnes en 2030 avec des quantités égales provenant de la pêche et de l'aquaculture.

écologiques et leur biodiversité irréversiblement endommagés par la pêche excessive, les changements climatiques et l'acidification des océans (qui piègent les émissions de dioxyde de carbone), la pollution, le développement côtier non durable et les effets non désirés de l'extraction de ressources marines non-vivantes.

Si l'on ne renverse pas la tendance actuelle d'utilisation non durable des ressources marines, leur capacité de fournir des aliments aux générations futures sera gravement compromise. Les moyens d'existence de centaines de milliers de personnes qui dépendent des pêches et de l'aquaculture pour vivre sont ainsi menacés, tandis que la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'un nombre encore plus important de personnes est compromise.

Les surcapacités des flottes entraînent des pertes économiques considérables – estimées à 50 milliards de dollars EU par an – à travers une utilisation inefficace des ressources et pourraient pourtant contribuer au développement économique et à la croissance.

Que faut-il faire?

Le document final de Rio+20 *L'avenir que nous voulons* souligne la nécessité de renverser ces tendances en profitant des richesses potentielles considérables des océans et réduire sa vulnérabilité face aux risques liés aux océans. Afin d'assurer une utilisation durable des mers et des océans et de s'adapter aux changements climatiques, il convient de prendre des mesures concertées et responsables dans divers acteurs et secteurs économiques.

Promouvoir des pratiques de pêche et de pisciculture durables, et renforcer les capacités de gestion de pêches peuvent garantir la conservation et l'utilisation durable des océans et mers et de leurs ressources. La mise en œuvre de mécanismes inclut l'adoption d'une approche écosystémique envers la pêche et l'aquaculture avec des systèmes fonciers justes et responsables.

Investir dans la croissance bleue – c'est-à-dire la gestion et l'utilisation durables des ressources aquatiques et l'adoption d'approches écosystémiques – peut stimuler la croissance économique, augmenter la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et réduire la pauvreté - et est d'une importance particulière pour les petits États insulaires en développement et les zones côtières de la planète.

Aujourd'hui, il existe un besoin croissant de coopération et de coordination entre toutes les parties prenantes et à tous les niveaux pour une gestion de la pêche davantage durable et une meilleure conservation. Les efforts de renforcement des capacités, notamment en matière de renforcement de l'environnement politique, des accords institutionnels et des processus collaboratifs qui autonomisent les organisations de la société civile et les entités publiques, doivent être multipliés. Le Code de conduite pour une Pêche responsable, développé par la FAO en 1995 – ainsi que ses lignes directrices – fournit des principes et un cadre visant à promouvoir la pêche et l'aquaculture responsables et durables.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Les forêts contribuent de manière vitale à la biodiversité, fournissent une multitude de biens et services environnementaux. Ils nourrissent un large éventail d'industries, génèrent des emplois et des revenus, et agissent en tant que sources d'aliments, de remèdes, de carburant pour plus d'un milliard de personnes. Mais aujourd'hui, les forêts font face à des pressions sans précédent et incessantes.
- Les forêts et les terres forestières conservent actuellement plus de carbone que dans toute l'atmosphère. La conservation et l'amélioration des forêts sont une condition préalable - et l'une des mesures les plus appropriées - pour lutter contre le changement climatique.
- Les montagnes sont les principaux réservoirs d'eau douce qui maintiennent la vie sur Terre. 23% des forêts de la planète se trouvent dans des zones montagneuses. Pourtant, en dépit de leur importante valeur écologique et socio-économique, les montagnes sont de plus en plus menacées par les activités humaines et les changements climatiques.
- Les populations qui habitent les zones de montagne et les communautés locales dépendantes de la forêt sont souvent parmi les plus pauvres et les plus affamées au monde. Les États doivent donc multiplier leurs efforts pour adopter et mettre sur pied des approches intégrées et à long terme, qui incluent des politiques spécifiques pour les forêts et les montagnes dans les stratégies nationales de développement durable.

Forêts et montagnes

Aperçu

Les forêts couvrent 31 pour cent des terres du globe et renferment à elles seules plus de 80 pour cent de la biodiversité terrestre mondiale. Elles ont un impact direct et très tangible sur la sécurité alimentaire mondiale et fournissent un large éventail de biens et services, jouant notamment un rôle crucial dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, et sont une source d'énergie renouvelable. Par exemple:

- Les trois quarts de l'eau douce nécessaire pour répondre aux besoins des ménages et des activités agricoles et industrielles proviennent des bassins hydrographiques forestiers;
- On estime que 2,6 milliards de personnes au niveau mondial dépendent de l'énergie du bois, dont le charbon, pour la cuisson des aliments ou le chauffage;
- Pour 65 à 80 pour cent de la population mondiale, les médicaments de naturopathie ou homéopathie dérivés des forêts sont la première source de soins de santé.

La contribution du secteur forestier au Produit Intérieur Brut (PIB) mondial est de près de 468 milliards de dollars EU par an. On estime que la valeur d'autres bénéfices tirés des forêts par la fourniture d'énergie, d'aliments, de fourrage, d'abris et de remèdes, est deux à trois fois plus importante, mais n'est pourtant pas souvent pris en compte dans la prise de décisions économiques et les statistiques nationales. Les forêts sont en effet un instrument indirect, mais fiable, pour que les populations, et notamment les plus vulnérables comme les communautés et les femmes autochtones, sortent de la pauvreté.

Les montagnes sont une autre ressource fondamentale de l'environnement, tout aussi importante pour les moyens de subsistance que pour les produits et services environnementaux, couvrant environ 27 pour cent de la surface terrestre de la planète et abritant près de 12 pour cent de la population humaine. Ils ont une immense importance écologique et socio-économique, non seulement pour les gens qui y vivent, mais aussi pour ceux qui vivent dans les zones de plaine. Les montagnes occupent 23 pour cent du couvert forestier mondial et sont une source particulièrement importante d'eau, d'énergie, de bois, de ressources phytogénétiques pour la plupart des cultures alimentaires, de minéraux et de loisirs. Elles abritent près d'un tiers de la biodiversité terrestre de la planète et des écosystèmes diversifiés. Globalement, les montagnes fournissent 60 à 80 pour cent de l'eau douce de la planète.

Principaux enjeux

Malgré leurs nombreux bénéfices, les forêts restent gravement menacées. Au niveau mondial, entre 2000 et 2010, chaque année environ 13 millions d'hectares de forêts ont été convertis à d'autres usages ou ont disparu par des causes naturelles. Alors que le boisement et l'expansion naturelle des forêts a réduit mondialement la perte nette de forêts, les constats sont restés très inquiétants: 5,2 millions d'hectares par an étaient concernés entre 2000 et 2010. La déforestation entraîne non seulement l'appauvrissement de la biodiversité et des ressources en eau douce, la dégradation croissante des terres et l'érosion des sols, et la libération de carbone dans l'atmosphère, mais aussi des pertes de précieux atouts économiques et de possibilités de moyens d'existence.

Les écosystèmes dans les régions montagneuses sont plus fragiles que ceux des plaines. La demande croissante en eau et en autres ressources naturelles, les conséquences du changement climatique mondial, le développement du tourisme et les pressions de l'industrie, des mines et de l'agriculture menacent de briser le maillage de vie extraordinaire que tissent les montagnes, et les importants services environnementaux mondiaux que les montagnes procurent. Ces menaces entraînent des changements rapides – et parfois irréversibles – sur les environnements et les populations de montagne, déjà parmi les personnes les plus vulnérables, les plus pauvres et les plus affamées de la planète.

Les plans nationaux de développement et les stratégies agricoles et de sécurité alimentaire ne prennent pas en compte les nombreuses contributions des forêts et des montagnes au développement agricole, à la sécurité alimentaire et la nutrition et à la croissance économique globale. C'est principalement à

cause du manque de connaissances et de données pour soutenir et informer les processus d'élaboration des politiques efficaces sur le rôle des produits forestiers non ligneux, des montagnes, de la faune et flore sauvages et des autres services liés à l'écosystème forestier dans la sécurité alimentaire, une bonne nutrition et le développement durable.

Que faut-il faire?

Une meilleure compréhension de l'interconnexion des forêts et des montagnes avec d'autres secteurs et leur importance pour une planète saine a conduit à des concepts comme la [gestion forestière durable](#), qui vise à préserver et renforcer les valeurs économiques, sociales et environnementales des forêts de tous types au bénéfice des générations présentes et futures. La gestion forestière durable est évaluée selon une large palette de critères et indicateurs. À tous les niveaux, il est crucial d'adopter des approches de gouvernance inclusive, où tous les acteurs pertinents sont impliqués dans les processus de prise de décision afin d'assurer que les résultats soient justes, équitables et adéquats pour tous. Une gestion forestière durable demande aussi d'élargir et de diversifier la fourchette de revenus des et pour forêts.

La plupart des gens comprennent que les forêts peuvent jouer un rôle dans une économie verte, mais pas assez se rendent compte qu'il ne s'agit pas d'une option – pour un monde durable, ce rôle est obligatoire.

Les pays doivent redoubler d'efforts pour adopter et mettre en œuvre des approches intégrées et à long terme, qui incluent des politiques spécifiques aux forêts et aux montagnes aux stratégies nationales de développement durable pour relever urgemment les défis actuels, dont le changement climatique, la faim et l'éradication de la pauvreté. Ces approches doivent se nourrir des principes de coopération transfrontalière, de liens en amont et en aval, d'institutions et de gouvernance inclusives, de mécanismes de compensation aux populations locales pour les biens et services de l'écosystème et d'équilibre entre les actions de conservation et de développement. Vu l'importance cruciale des forêts et des montagnes pour le développement durable et les graves difficultés connues, les forêts et montagnes méritent une attention particulière dans le cadre des plans et stratégies de développement à tous les niveaux – mondial, régional et national.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

**LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015**

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Les terres et les sols forment le fondement du développement de l'agriculture durable, des fonctions écosystémiques essentielles et de la sécurité alimentaire, et constituent dès lors les éléments clés du maintien de la vie sur terre.
- Le sol est une ressource naturelle non renouvelable. Sa perte est irréversible au cours d'une vie humaine. Pourtant, il s'agit de la ressource naturelle la plus exploitée.
- La dégradation des sols est une menace réelle et croissante provoquée par des modes d'utilisation, des pratiques d'aménagement des terres non viables et des phénomènes climatiques extrêmes, qui sont le fruit de divers facteurs sociaux, économiques et de gouvernance.
- Le taux actuel de dégradation des sols menace la capacité des générations futures de satisfaire leurs besoins, à moins de parvenir à inverser cette tendance au moyen d'efforts concertés visant à atteindre un aménagement durable.
- La menace qui pèse sur les sols compromet la pérennité de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la fourniture de services écosystémiques.

Les terres et les sols

Aperçu

Les sols représentent une dimension fondamentale des ressources en terres et sont à la base du développement agricole et de la viabilité écologique. C'est sur les sols que sont basés la production alimentaire humaine et animale, de carburants et de fibres, ainsi que de nombreux services écologiques essentiels. Les sols constituent un système vivant complexe et dynamique dont l'aptitude varie d'un endroit à l'autre. La superficie des sols productifs est limitée et soumise à une pression croissante provoquée par l'intensification et les modes concurrentiels qui caractérisent l'utilisation des sols destinés à la culture, la foresterie et les pâturages/parcours, en vue de satisfaire les demandes de la population croissante en matière de production alimentaire et énergétique, d'extraction de matières premières, et vice versa.

- Les sols constituent une véritable réserve pour au moins un quart de la biodiversité mondiale et exigent, en conséquence, la même attention que celle accordée à la biodiversité au-dessus de la surface des sols;
- Les sols fonctionnels jouent un rôle décisif dans l'approvisionnement d'eau propre et la résilience suite aux inondations et aux périodes de sécheresse;
- La vie végétale et animale dépend des cycles des macronutriments qui sont liés aux processus des sols. Des sols efficaces fournissent le plus grand réservoir terrestre de carbone; leur préservation pourrait contribuer à l'atténuation du changement climatique;
- Les sols servent également de plateforme et de source de construction et de matière première. Les sols jouent un rôle dans l'obtention de systèmes de production intégrés et contribuent à aborder le lien qui existe entre les aliments, l'eau et l'énergie.

- Les sols subissent l'influence du changement climatique et pourraient contribuer à celui-ci. La gestion durable des ressources en sols contribue efficacement à l'atténuation: (i) du changement climatique par le biais de la fixation du carbone et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et (ii) des processus de désertification;
- Les sols doivent être reconnus et pris en compte non seulement pour leurs capacités productives sinon également pour leur contribution au maintien de services écosystémiques essentiels.

Principaux enjeux

À la lumière des tendances démographiques actuelles et de la croissance projetée de la population mondiale (qui devrait dépasser les 9 milliards d'ici 2050), la hausse de la demande d'aliments pour la consommation humaine et animale, et de fibre, estimée à 60 pour cent d'ici 2050, ainsi que l'aménagement durable des sols agricoles et l'intensification durable de la production à l'échelon mondial sont devenus indispensables en vue d'assurer la sécurité alimentaire mondiale. Il y a peu de possibilités d'expansion dans le domaine agricole, sauf dans certaines parties de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Une grande partie des terres disponibles supplémentaires n'est pas propice à l'agriculture, et les coûts écologiques, sociaux et économiques de sa mise en production sera très élevé. En outre, 33 pour cent des terres est modérément ou hautement dégradé en raison de l'érosion, la salinisation, le compactage et la pollution chimique des sols.

Ces deux objectifs ne seront pas atteints de manière satisfaisante tant que les sols ne sont pas prioritaires dans le nouveau programme de développement. Il existe des liens reconnus entre les sols et la pauvreté, qui sont souvent associés aux questions socioéconomiques et de gouvernance.

La dégradation des terres et l'épuisement des sols représente une menace mondiale réelle et croissante qui implique un éventail de processus, y compris: l'érosion par le vent et l'eau ainsi que par le travail du sol, le compactage, le colmatage, le déséquilibre des éléments nutritifs, la perte de matière organique des sols, l'acidification, la salinisation et la pollution. Ces processus sont provoqués par des pratiques d'aménagement des sols non viables qui sont le fruit de divers facteurs sociaux, économiques et de gouvernance. Les dommages ainsi infligés aux sols ont un impact néfaste sur les moyens d'existence, les fonctions écosystémiques, la sécurité alimentaire et le bien-être des personnes. Le taux actuel de dégradation des terres et des sols va très certainement compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs besoins de base, à moins d'adopter une nouvelle approche de l'aménagement durable de cette ressource fondamentale.

Que faut-il faire?

L'utilisation et l'aménagement durables des terres et des sols sont liés à différents domaines du développement durable. Il existe un besoin urgent de stopper la dégradation des terres et l'appauvrissement des sols en éléments nutritifs, et il faut établir des cadres visant à garantir les systèmes de gestion durable des terres et des sols. Promouvoir la gestion durable des terres et des sols peut contribuer aux sols sains et ainsi à l'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire, et à la stabilité des écosystèmes. Le Groupe Technique Intergouvernemental sur les Sols recommande les actions suivantes:

- Des technologies adaptées, des politiques durables et inclusives, des programmes de vulgarisation efficaces et des systèmes éducatifs solides sont nécessaires en vue de parvenir à produire plus avec moins;
- Il conviendrait d'inclure les projets de protection et de bonification des sols ainsi que de gestion durable des terres aux marchés émergents actuels qui apportent une valeur économique aux actions produisant des services écosystémiques. Les gouvernements et les politiciens doivent reconnaître la nécessité croissante de préserver les sols et de réaliser des investissements correspondants;
- Promouvoir des pratiques de gestion favorables à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique et à la résilience face à l'évolution des conditions habituelles et extrêmes météorologiques. La protection et l'aménagement des sols riches en carbone organique, notamment les marais et les zones de permafrost, est une question qui suscite une vive préoccupation;
- Il conviendrait que les gouvernements mettent en œuvre des réglementations strictes et des contrôles efficaces afin de limiter l'accumulation des contaminants au-delà de seuils établis pour protéger la santé et le bien-être des personnes et, à terme, assainir les sols contaminés;
- Accroître la superficie soumise à des pratiques durables d'aménagement des sols, améliorer la restauration des sols dégradés, et promouvoir une « intensification durable de la production » au moyen de ressources biologiques adaptées, de la hausse de la fertilité des sols, de l'efficacité d'utilisation de l'eau, de l'utilisation durable des intrants et du recyclage des sous-produits agricoles;
- Appuyer le développement de systèmes d'information sur les sols nationaux afin d'aider à la prise de décisions sur l'utilisation durable des terres et des ressources naturelles, et hausser l'investissement au profit de l'aménagement durable des sols, pour ce faire en surmontant les obstacles liés, entre autres, à la sécurisation foncière et aux droits d'utilisation, l'accès aux connaissances, les conseils techniques, les services financiers et l'innovation ;
- Renforcer la mise en œuvre du développement des capacités et des programmes d'éducation sur la gestion durable des sols.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- Les systèmes de production et les politiques et institutions qui appuient la sécurité alimentaire sont de moins en moins suffisants.
- L'agriculture durable doit favoriser des écosystèmes sains et une gestion durable de la terre, de l'eau et des ressources naturelles, tout en garantissant une sécurité alimentaire mondiale.
- Pour être durable, l'agriculture doit répondre aux besoins des générations présentes et futures quant aux produits et aux services, tout en garantissant une rentabilité, une santé environnementale, et une équité sociale et économique.
- La transition globale vers une alimentation et une agriculture durable requiert d'importantes améliorations en ce qui concerne l'efficacité de l'usage des ressources, la protection de l'environnement et la résilience des systèmes.
- Une agriculture durable requiert un système de gouvernance globale dont les politiques et régimes commerciaux promeuvent la sécurité alimentaire, et dont les politiques agricoles soient revues en vue de renforcer les marchés agricoles locaux et régionaux.

Agriculture durable

Aperçu

Les niveaux élevés de faim et de malnutrition qui persistent – 842 millions de personnes souffraient de faim chronique dans le monde en 2011-2013 – et la charge insupportable et croissante des activités humaines sur les capacités de la terre mettent à rude épreuve l'agriculture, qui subit en outre la pression d'une croissance démographique mondiale continue. Pour répondre à la demande croissante de la population mondiale à l'horizon 2050, soit 9 milliards de personnes, et aux changements attendus du régime alimentaire, il faudra augmenter la production agricole mondiale de 60 pour cent et de 100 pour cent dans les pays en développement. Parallèlement, environ un tiers des aliments produits – soit 1,3 milliard de tonnes chaque année – est perdu ou gaspillé dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, entraînant ainsi des coûts financiers et environnementaux importants.

Il existe un lien frappant entre la croissance agricole et l'éradication de la faim et de la pauvreté. L'agriculture, dans le sens large du terme – c'est-à-dire la production animale et végétale, les pêches et la foresterie – fournit, entre autres biens et services, des revenus, des emplois et des aliments à la plupart des personnes qui vivent actuellement dans la pauvreté. Il en découle qu'en moyenne, à l'échelle mondiale, la part de croissance du PIB imputable à l'agriculture est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle liée aux secteurs non agricoles, et jusqu'à cinq fois plus efficace que d'autres secteurs dans les pays à faible revenu et dont les ressources sont limitées.

Principaux enjeux

La trajectoire actuelle qu'effectue la croissance de la production agricole n'est pas durable et ce, en raison de ses effets négatifs sur les ressources naturelles et sur l'environnement. Un tiers des terres agricoles se dégrade, on note jusqu'à 75 pour cent de perte en ce qui concerne la diversité génétique des cultures et 22 pour cent des races animales sont en danger. Plus de la moitié des stocks en poissons sont pleinement exploités et, au cours de ces dix dernières années, quelque 13 millions d'hectares de forêts ont été affectés annuellement à d'autres usages.

Les défis globaux auxquels notre époque est confrontée sont la rareté croissante et la dégradation rapide des ressources naturelles. La demande en denrées alimentaires, en aliments pour animaux, en fibres et en produits et services agricoles (notamment la récolte, l'élevage, la foresterie, la pêche et l'aquaculture) augmente rapidement. On prévoit que la croissance démographique sera la plus élevée dans les zones qui dépendent de l'agriculture et qui ont déjà des taux élevés d'insécurité alimentaire. D'autres facteurs – dont beaucoup sont étroitement liés – compliquent la situation:

- Les rivalités relatives aux ressources naturelles vont continuer à s'intensifier. Ceci peut découler de l'expansion urbaine, de la concurrence entre les nombreux secteurs agricoles, de l'expansion de l'agriculture au détriment des forêts, de l'utilisation industrielle de l'eau, ou encore de l'utilisation des terres à des fins récréatives. Dans de nombreux endroits, ceci a pour effet d'exclure les usagers traditionnels de l'accès aux ressources et aux marchés;
- Alors que l'agriculture contribue considérablement au changement climatique, elle est également victime de ses effets. Le changement climatique réduit la résilience des systèmes de production et contribue à la dégradation des ressources naturelles. La température augmente; les régimes climatiques modifiés et les événements météorologiques extrêmes devraient s'aggraver de manière significative dans le futur;
- La circulation croissante des personnes et des marchandises, les changements environnementaux, et les modifications de pratiques de production génèrent de nouveaux risques de contagion (tels que les mouches de fruits téphritides), ce qui peut affecter la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'efficacité et la durabilité des systèmes de production. Les menaces sont aggravées par des politiques et des capacités techniques inadéquates, ce qui peut mettre l'ensemble de la chaîne alimentaire en danger;
- L'agenda politique et les mécanismes de production et de conservation des ressources sont pour la plupart mal articulés. Il n'existe pas de gestion claire et intégrée des écosystèmes et/ou des paysages.

Que faut-il faire?

Cinq principes fondamentaux sont issus des défis exposés ci-dessus, et visent à guider le développement stratégique de nouvelles approches ainsi que la transition vers la durabilité:

- **Principe 1:** Améliorer l'efficacité dans l'utilisation des ressources est fondamental pour l'agriculture durable.
- **Principe 2:** La durabilité exige des actions directes pour conserver, protéger et mettre en valeur les ressources naturelles.
- **Principe 3:** Une agriculture qui ne réussit pas à protéger et améliorer les modes de vie ruraux et le bien-être social n'est pas une agriculture durable.
- **Principe 4:** L'agriculture durable doit améliorer la résilience des populations, communautés et écosystèmes, en particulier en matière de changement climatique et de volatilité du marché.
- **Principe 5:** Une bonne gouvernance est essentielle pour garantir la durabilité des systèmes tant naturels qu'humains.

En vue de faire face à la rapidité des changements et à l'incertitude croissante, la durabilité doit être perçue comme un processus, et non comme un point final singulièrement défini à atteindre. Ceci exige alors le développement de cadres techniques, politiques, de gouvernance et de financement qui soutiennent les producteurs agricoles et les gestionnaires de ressources engagés dans un processus dynamique d'innovation. En particulier:

- Il est nécessaire d'avoir recours aux politiques et aux institutions qui fournissent des mesures visant à inciter à l'adoption de pratiques durables, afin d'imposer des règles et des coûts aux actes qui réduisent ou dégradent les ressources naturelles, et pour faciliter l'accès à la connaissance et aux ressources requises;
- Les pratiques de l'agriculture durable doivent exploiter pleinement les technologies, la recherche et le développement, mais en intégrant davantage les connaissances locales qu'auparavant. Cela exige des partenariats nouveaux et renforcés entre les organisations techniques et les organisations axées sur les investissements;
- La planification et la gestion des secteurs agricoles, reposant sur des données factuelles, exigent des statistiques appropriées, des informations et cartes géo-spatiales, des informations et des connaissances qualitatives. Les analyses devraient se concentrer tant sur les systèmes de production que sur les ressources naturelles et socio-économiques sous-jacentes;
- Les défis liés aux stocks et aux taux d'utilisation des ressources naturelles transcendent souvent les frontières nationales. Les mécanismes et les processus de gouvernance internationale doivent soutenir la croissance durable (et le partage équitable des bénéfices) dans tous les secteurs agricoles, en protégeant les ressources naturelles et en décourageant les dommages collatéraux d'utilisation.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- L'éradication de la faim et de la pauvreté et l'utilisation durable des ressources naturelles dépendent largement des modes d'accès des personnes, des communautés et des autres acteurs aux terres, aux pêches et aux forêts. L'accès aux ressources naturelles est défini et réglementé par les droits fonciers.
- Les droits fonciers sécurisés sont indispensables pour éradiquer la faim et la pauvreté et pour garantir la durabilité de l'environnement, et la promotion des investissements responsables. Des droits fonciers inadéquats et précaires aux ressources naturelles entraînent souvent l'extrême pauvreté et la faim.
- La terre, les ressources naturelles et les systèmes fonciers font l'objet de pressions de plus en plus fortes du fait que de nouvelles terres sont cultivées pour fournir des denrées alimentaires, des aliments pour les animaux et des fibres à une population mondiale à croissance rapide.
- Une gouvernance foncière responsable est une condition essentielle pour améliorer les régimes fonciers. Les « Directives Volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale » sont un mécanisme essentiel dans la lutte contre la faim et la malnutrition.

Droits fonciers

Aperçu

Les droits fonciers sont reconnus par la société comme étant les droits des personnes particulières, tant les individus que les groupes d'utiliser ou de contrôler certaines ressources naturelles de certaines façons. Ils vont de la propriété aux droits souvent utilisés à des fins de subsistance par les personnes pauvres, tels que les droits de ramasser du bois de chauffage ou d'utiliser des plantes fourragères. La manière dont les règles en droit foncier se développent contribue à établir davantage les relations de pouvoir au sein de la société. Les membres et les groupes les plus vulnérables ont alors tendance à entretenir des formes de droits fonciers plus faibles et plus incertaines. Les arrangements fonciers reflètent aussi la distribution de pouvoir au sein des ménages, ce qui donne souvent lieu à la discrimination envers les femmes.

Les moyens de subsistance des différents ménages sont diversifiés et dépendent souvent de l'accès aux nombreuses ressources naturelles. Les secteurs agricole, forestier et des pêches emploient aujourd'hui un milliard de personnes et le secteur alimentaire fournit des moyens de subsistance directs et indirects à 2,6 milliards de personnes. Habituellement, la terre est l'actif le plus important, étant donné que pour la plupart des ménages ruraux, les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture.

Un élément crucial est la gouvernance foncière, qui détermine sous quelles conditions et comment les gens, les communautés et les autres acteurs sont en mesure d'acquérir des droits et devoirs associés pour utiliser et contrôler les terres, la pêche et les forêts. En fait, de nombreux problèmes fonciers se posent en raison de la mauvaise gouvernance, et les tentatives pour résoudre les problèmes fonciers sont affectés par la qualité de la gouvernance.

Principaux enjeux

Une gouvernance foncière déficiente compromet la croissance économique, la stabilité sociale et l'utilisation durable des ressources naturelles et de l'environnement. Si les populations perdent leurs droits sur leurs habitations, leurs terres, leurs pêcheries et leurs forêts en raison de pratiques foncières corrompues ou d'administrations incompétentes à l'heure d'assurer la protection de ces droits, elles risquent d'être condamnées à vie à la famine et à la pauvreté.

Certaines populations voient même leur survie menacée lorsque la faiblesse de la gouvernance foncière entraîne des conflits violents.

Les réformes foncières sont souvent nécessaires pour améliorer les arrangements fonciers. Au cours de ces dernières décennies, les réformes agraires ont contribué à réduire les inégalités flagrantes dans l'accès aux droits fonciers ruraux. Par conséquent, près de 1,5 milliard de personnes sont moins pauvres et beaucoup de réformes ont amélioré la sécurité foncière et renforcé les droits fonciers. Néanmoins, les personnes pauvres et vulnérables de ce monde ont toujours un accès limité aux ressources naturelles dont dépend leur subsistance.

Les conditions relatives à l'occupation touchent les agriculteurs et les autres exploitants dans leur prise de décision quant à l'utilisation de la terre et leur investissement dans l'amélioration:

- Des politiques foncières inappropriées et un accès inéquitable aux ressources naturelles peuvent conduire à une surexploitation des ressources agricoles et des pâturages, au niveau des terres marginales. Les réformes foncières peuvent encourager les pratiques d'utilisation des terres qui améliorent la gestion et la durabilité des ressources naturelles;
- Si ils disposent de droits fonciers sûrs, les agriculteurs sont alors davantage susceptibles d'investir dans l'amélioration de leurs terres au moyen de mesures de protection du sol, en plantant des arbres et en améliorant les pâturages. Ils peuvent aussi s'attendre à bénéficier des investissements à plus long terme;
- Les femmes contribuent de manière essentielle à l'agriculture, pourtant dans toutes les régions en développement, elles disposent régulièrement de droits fonciers qui sont souvent moins sûrs, plus limités ou acquis par les autres, tels que les membres masculins de la famille.

Que faut-il faire?

Les « Directives volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale », approuvées par le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (SAM) en Mai 2012, sont les premiers outils globaux intergouvernementaux concernant les régimes fonciers et leur gestion à l'échelle mondiale. Le but de ces Directives Volontaires est de servir de référence et de donner des indications afin d'améliorer « la gouvernance foncière des terres, de la pêche et des forêts avec l'objectif général d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et de soutenir la mise en œuvre progressive du droit à une alimentation suffisante dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ».

Les Directives offrent un cadre de travail susceptible d'être utilisé par les Membres pour l'élaboration de stratégies, de politiques, de lois, de programmes et d'activités. Elles permettent aux gouvernements, à la société civile, au secteur privé et aux citoyens de déterminer si les actions qu'ils proposent, ou les actions d'autres acteurs sont des pratiques acceptables.

Les Directives Volontaires furent initiées par la FAO et finalisées par des négociations intergouvernementales consultatives et inclusives, sous l'égide du CSA, et avec la participation de la société civile et du secteur privé. La mise en œuvre des Directives a été stimulée lors de la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable Rio+20 en juin 2012, par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le G20 et le G8, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, ainsi que les Ministres lors des Sommets de Berlin des Ministres de l'Agriculture.

La FAO a établi un programme de mise en œuvre aux niveaux mondial, régional et national, qui est soutenu par les contributions volontaires de ses partenaires financiers. Cependant, la mise en œuvre réussie des Directives Volontaires aura besoin de la participation de toutes les parties prenantes (gouvernements et leurs agences techniques, la société civile, le secteur privé, y compris les investisseurs et les organisations professionnelles, les universités et les instituts de recherche, les institutions financières internationales, les organisations régionales, l'ONU et ses agences, et les partenaires ressources). Cela nécessitera une coopération et des partenariats renforcés entre ces différents acteurs.

L'Après 2015 et les ODD



Nourrir les êtres humains, prendre soin de la planète

Mars 2014

**LA FAO ET LE PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT POUR
L'APRÈS-2015**

RAPPORTS THÉMATIQUES



14
THÈMES

En bref

- L'eau est un facteur déterminant dans tous les aspects du développement social, économique et environnemental et doit donc être au cœur de tout programme adopté pour l'après 2015 en matière d'éradication de la pauvreté, de sécurité alimentaire, de résilience aux catastrophes d'origine naturelle ou humaine, et de développement durable à l'échelle mondiale.
- L'eau transcende tous les secteurs et les frontières, et est influencé par un nombre d'externalités telles que le développement économique, l'évolution des modes de vie et des modèles de consommation, une population mondiale mobile et croissante, le changement climatique, et les changements technologiques et sociaux. Pour les responsables qui traitent ces questions, il est nécessaire que l'eau fasse partie intégrante des processus de prise de décision.
- L'eau potable salubre, l'assainissement et l'hygiène, la gestion durable et la mise en valeur des ressources hydriques et la protection des ressources biologiques aquatiques, la gestion des eaux usées et la qualité de l'eau sont autant d'éléments indispensables pour assurer la sécurité en eau dans le monde entier.
- Le développement des capacités dans le domaine de l'eau, à l'échelon individuel et institutionnel, est un facteur essentiel à la réalisation et la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015.

Eau

Aperçu

Actuellement, la non-durabilité de l'utilisation, du développement et de la gestion des ressources en eau de la planète et des services qu'ils fournissent est de plus en plus évidente. La consommation d'eau a progressé deux fois plus vite que la population au cours du dernier siècle, et un nombre croissant de régions est chroniquement en manque d'eau.

- Entre 1990 et 2010, plus de 2 milliards de personnes ont pu accéder à l'eau potable, mais 780 millions en sont encore privés et un nombre plus important encore n'a pas accès à un assainissement sûr et durable;
- Plus de 1,7 milliard de personnes vit actuellement dans des bassins hydrographiques où la consommation d'eau excède les taux de réalimentation, ce qui conduit à l'assèchement des rivières et à l'épuisement des nappes phréatiques;
- Compte tenu du développement des pays et de l'augmentation et l'urbanisation croissantes des populations, la demande en eau va, selon les projections, s'accroître de 55 pour cent d'ici 2050;
- Si les modèles de consommation actuels restent inchangés, deux tiers de la population mondiale pourraient, d'ici 2025, vivre dans des pays soumis à un stress hydrique élevé.

Dans le même temps, le changement climatique et la dégradation des écosystèmes résultant de l'activité humaine devraient encore exacerber

les phénomènes extrêmes comme les inondations et les sécheresses. Ces tendances renforceront davantage les pressions exercées sur une situation déjà difficile, augmentant par ailleurs le risque de conflits relatifs à l'eau.

Pour parvenir de façon durable à éradiquer la pauvreté, à garantir la sécurité alimentaire et à construire la résilience face aux catastrophes d'origine naturelle et humaine, il est indispensable de renforcer la productivité en eau, de mettre sur pied l'infrastructure appropriée, d'appliquer une approche intégrée de la gestion des ressources hydriques et de protéger et restaurer la capacité des écosystèmes de soutenir la gestion durable de l'eau, y compris les ressources biologiques aquatiques qui dépendent de l'eau. L'irrigation, les pêches, l'aquaculture, ainsi que l'énergie hydraulique et la gestion des crues sont des exemples d'impact positif de l'eau sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Le prélèvement d'eau pour l'irrigation et la production alimentaire constitue en fait l'une des pressions les plus fortes sur les ressources en eau douce. Le prélèvement d'eau à des fins agricoles représente 44 pour cent du total de l'extraction d'eau dans les pays de l'OCDE, 74 pour cent dans les BRIC et plus de 90 pour cent dans les pays les moins avancés. Compte tenu du fait que la demande de produits alimentaires devrait augmenter de 60 pour cent d'ici 2050 sous la pression de la croissance de la population mondiale, davantage d'eau sera nécessaire pour l'irrigation, en particulier dans les régions qui connaissent déjà des pénuries d'eau.

Principaux enjeux

Bien que l'OMD relatif à l'eau potable ait déjà été atteint, le cadre actuel des OMD n'a pas abordé la problématique plus large de l'eau, notamment la compétition intersectorielle, la gestion des eaux usées, les ressources aquatiques vivantes et la question relative à la qualité de l'eau. Les résultats d'une étude récemment menée dans 130 pays indiquent que, malgré l'adoption généralisée d'approches intégrées de la gestion de l'eau dans le monde entier, ces approches rencontrent des difficultés dans la pratique sur le terrain. Les améliorations en matière de gouvernance de l'eau et d'utilisation rationnelle de l'eau ont été très variables selon les pays et les régions, en raison de différentes contraintes telles que les capacités limitées de mise en œuvre et la faible participation des parties prenantes, ainsi que de l'existence d'arrangements institutionnels peu adéquats, entraînant souvent d'importants défis concernant l'irrigation, la collecte des eaux de pluie et l'investissement dans les services fournis par les écosystèmes d'eau douce, et ayant des conséquences directes sur la production alimentaire et la sécurité alimentaire. En outre, le potentiel productif des ressources

électriques reste encore inexploité dans certaines régions du monde par manque d'investissement spécifique, comme en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, les catastrophes liées à l'eau peuvent causer des pertes qui peuvent représenter jusqu'à 14 pour cent du PIB en raison des problèmes de stockage et du manque de capacité régulatrice.

Que faut-il faire?

Pour pouvoir répondre aux besoins futurs en carburant et en alimentation à l'échelle mondiale, il est indispensable d'améliorer les connaissances, la recherche, l'innovation et la mise en œuvre pour parvenir à une utilisation plus productive et durable de l'eau, notamment pour la production alimentaire et énergétique. Les données et les informations, régulièrement actualisées, concernant le statut actuel, les tendances et les perspectives des ressources en eau et leur utilisation sont des conditions préalables aux prises de décision éclairées. Une gestion rationnelle de l'eau, basée sur un meilleur dosage de solutions techniques, des approches intersectorielles renforcées et un engagement politique plus résolu pour répondre de façon durable aux besoins concurrents de multiples usagers, contribue à la consolidation des moyens d'existence, notamment par la création d'emplois, à un environnement plus sûr et à de meilleures conditions générales de santé et de bien-être. Dans le même temps, il est urgent d'améliorer la qualité de l'eau douce en s'attaquant à la pollution des eaux et en faisant un meilleur usage des eaux usées. Selon certaines estimations, 80 pour cent des eaux usées provenant des établissements humains et de sources industrielles dans le monde sont déversés sans traitement dans les masses d'eau au détriment de la santé humaine et de l'environnement. Pour améliorer la qualité des ressources hydriques mondiales, il faut réduire la pollution, notamment en traitant et en recyclant les eaux polluées et en renforçant la capacité des écosystèmes de réguler la qualité de l'eau.

Il existe un besoin croissant de mécanismes de gouvernance efficaces et transparents pour répartir l'eau entre les demandes concurrentes. La sécurité en eau dans le monde entier ne pourra être assurée qu'à travers une coopération intersectorielle dans le domaine de l'eau à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale et par un processus inclusif en collaboration avec toutes les parties prenantes concernées.